

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

[C - 98/31451]

1^{er} OCTOBRE 1998. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française organisant le transfert des membres du personnel du Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées aux services du Collège de la Commission communautaire française

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu les articles 138 et 178 de la Constitution;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 18 juillet 1996 relatif à la dissolution du Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, notamment l'article 8;

Vu le protocole n° 96/20 du Comité de Secteur XV COCOF-OIP;

Vu l'avis du Conseil d'Etat du 19 février 1997;

Vu la délibération du Collège du 1^{er} octobre 1998;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes,

Arrête :

Article 1^{er}. § 1. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° Le Fonds : le Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées créé par le décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées.

2° Les membres du personnel : les agents nommés à titre définitif d'une part ainsi que, d'autre part, les agents engagés par contrat de travail au Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées en service à la date de la dissolution du Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées.

§ 2. Pour l'application du § 1^{er}, 2°, du présent article, il faut entendre que les agents engagés par contrat sont considérés comme titulaires du grade qui correspond à l'emploi pour lequel ils ont été engagés ou, si le contrat ne stipule pas cet emploi, d'un grade auquel est lié l'échelle de traitement telle que définie à l'arrêté du Collège du 20 octobre 1994 fixant le statut pécuniaire du personnel des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française.

Art. 2. Les membres du personnel dont la liste figure en annexe sont transférés d'office en leur qualité et dans leur grade ou dans un grade équivalent aux services du Collège de la Commission communautaire française.

Ils conservent leurs anciennetés administrative et pécuniaire.

Ils sont soumis à l'ensemble des dispositions du statut administratif et pécuniaire du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française.

Art. 3. Les agents nommés à titre définitif conservent les titres à la promotion qu'ils ont acquis par la réussite d'un concours d'accès au niveau supérieur ou d'un examen d'avancement de grade organisé par les services auxquels ils ont appartenu avant leur transfert.

Pour le classement, ces lauréats sont censés avoir présenté le concours ou l'examen à la Commission communautaire française. Si les procès-verbaux de ces concours ou examens ont été clos à la même date que ceux dont bénéficient les agents des services du Collège, les lauréats sont classés entre eux comme s'ils avaient participé au même concours ou examen.

Si les procès-verbaux des concours ou examens ont été clos à des dates différentes, priorité est donnée aux lauréats des concours ou examens dont le procès-verbal a été clos à la date la plus ancienne.

Art. 4. Les fonctionnaires soumis à un signalement conservent après leur transfert le dernier signalement qui leur est attribué.

Ce signalement demeure valable jusqu'à l'attribution d'un nouveau signalement.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur du décret de la Commission communautaire française du 18 juillet 1996 relatif à la dissolution du Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées.

Art. 6. Le Membre du Collège compétent en matière de l'Aide aux Personnes est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 1^{er} octobre 1998.

Ch. PICQUE,

Membre du Collège chargé de l'Aide aux Personnes.

H. HASQUIN,

Président du Collège.

Annexe

LISTE DES MEMBRES DU PERSONNEL STATUTAIRE TRANSFERES AUX SERVICES DE LA COCOF

NOM	PRENOM	NIVEAU - RANG	GRADE
DEBACKER	Philippe	Niv. 1 - R. 13	Conseiller
DESCHAMPS	Stéphane	Niv. 1 - R. 13	Conseiller
DE HARENNE	Michel	Niv. 1 - R. 11	Conseiller adjoint
DESTERNES	Michel	Niv. 1 - R. 11	Conseiller adjoint
DUGNOILLE	Dominique	Niv. 1 - R. 11	Conseillère adjointe
JULIEN	Yvonne	Niv. 1 - R. 11	Conseillère adjointe
LECOCQ	Christine	Niv. 1 - R. 11	Conseillère adjointe
LERMINIAUX	Francis	Niv. 1 - R. 11	Conseiller adjoint
LOKKER	Eve	Niv. 1 - R. 11	Conseillère adjointe
MARTIN	Dominique	Niv. 1 - R. 11	Conseillère adjointe
PIERRE	Alfred	Niv. 1 - R. 11	Conseiller adjoint
ROZENTAL	Véronique	Niv. 1 - R. 11	Conseillère adjointe
SACK	Brigitte	Niv. 1 - R. 11	Conseillère adjointe
THRION	Alain	Niv. 1 - R. 11	Conseiller adjoint
CLAUDE	Béatrice	Niv. 2 - R. 24	Chef administrative
CORNET	Fernande	Niv. 2 - R. 24	Chef administrative
FAUVILLE	Elisabeth	Niv. 2 - R. 24	Chef administrative
GOVAERTS	Roland	Niv. 2 - R. 24	Chef administratif
GRENIER	Francis	Niv. 2 - R. 24	Chef administratif
MONTAIGNE	Suzanne	Niv. 2 - R. 24	Chef administrative
QUESTIENNE	Chantal	Niv. 2 - R. 24	Chef administrative
LEBRUN	Michel	Niv. 2 - R. 22	Sous-chef de bureau
SCHOOVAERTS	Alain	Niv. 2 - R. 22	Sous-chef de bureau
LECLERCQ	Micheline	Niv. 2 - R. 20	Rédactrice
MARLEGHEM	Jean-Bernard	Niv. 2 - R. 20	Rédacteur
TRINE	Geneviève	Niv. 2 - R. 20	Rédactrice
SCHOONEN	Laurent	Niv. 2 - R. 20	Rédacteur
BOUCHE	Micheline	Niv. 3 - R. 34	Commis-dactylo chef
CABEKE	Patricia	Niv. 3 - R. 34	Commis-chef
HANNEBAU	Micheline	Niv. 3 - R. 34	Commis-chef
HENNEBERT	Michèle	Niv. 3 - R. 34	Commis-dactylo chef
HOBIN	Francine	Niv. 3 - R. 34	Commis-chef
LECLERCQ	Michèle	Niv. 3 - R. 34	Commis-chef
PERMANE	Michèle	Niv. 3 - R. 34	Commis-dactylo chef
RAEVENS	Luc	Niv. 3 - R. 34	Commis-chef
SMEETS	Chantal	Niv. 3 - R. 34	Commis-chef
BELLENS-SAUVEUR	Marie-Louise	Niv. 3 - R. 32	Commis principale
CASTIGLIONI	Marina	Niv. 3 - R. 32	Commis principale
CHAPUIS	Chantal	Niv. 3 - R. 32	Commis principale
DASNOIS	Philippe	Niv. 3 - R. 32	Commis principal
DUFAUQUEZ	Freddy	Niv. 3 - R. 32	Commis principal

NOM	PRENOM	NIVEAU - RANG	GRADE
HERAUX	Marie-France	Niv. 3 - R. 32	Commis principale
HOFMANS	Ann	Niv. 3 - R. 32	Commis-dactylo principale
HOYOUX	Françoise	Niv. 3 - R. 32	Commis-sténodactylo principale
NISOLLE	Philippe	Niv. 3 - R. 32	Commis principal
DUVIVIER	Claudine	Niv. 4 - R. 44	Agente en chef
CHRISTIAENS	Marc	Niv. 4 - R. 43	Premier ouvrier spécialiste
VLASSELAERTS	Charles	Niv. 4 - R. 43	Premier ouvrier spécialiste

LISTE DES MEMBRES DU PERSONNEL CONTRACTUEL
TRANSFERES AUX SERVICES DE LA COCOF

NOM	PRENOM
BOULOGNE	
BUISSON	Jeanne
COLIN	William
DERMINE	Christiane
JANSSENS-BOUFFIOUX	Véronique
LAMBE	Michel
LERMINIAUX	Steve
MELARD	Daniel
ROOSEMONT	Albert
RYCKMANS	Michèle
VANARDOIS	Michaël
VANOBBERGEN	Anne
VAN UYTVANCK	Armand

Fait pour être annexé à l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 1^{er} octobre 1998 organisant le transfert des membres du personnel du Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées aux services du Collège de la Commission communautaire française.

Ch. PICQUE,
Membre du Collège chargé de l'Aide aux Personnes.

H. HASQUIN,
Président du Collège.

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C - 98/31451]

1 OKTOBER 1998. — Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende de overheveling van de personeelsleden van het Brussels Franstalig Fonds voor de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces naar de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op artikelen 138 en 178 van de Grondwet;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 betreffende de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 juli 1996 betreffende de ontbinding van het Brussels Franstalig Fonds voor de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, inzonderheid op artikel 8;

Gelet op het protocol nr. 96/20 van het Sectorcomité XV FGC-ION;

Gelet op het advies van de Raad van State van 19 februari 1997;

Gelet op het beraad van het College van 1 oktober 1998;
Op voorstel van het Lid van het College, belast met Bijstand aan Personen,

Besluit :

Artikel 1. § 1. Voor de toepassing van dit besluit dient men te verstaan onder :

1° Het Fonds : het Brussels Franstalig Fonds voor de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, opgericht bij decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 betreffende de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces.

2° De personeelsleden : enerzijds de definitief benoemde ambtenaren en anderzijds de contractueel aangeworven ambtenaren van het Brussels Franstalig Fonds voor de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces die in dienst waren op het ogenblik van de ontbinding van het Brussels Franstalig Fonds voor de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces.

§ 2. Voor de toepassing van § 1, 2°, van dit artikel dient men te weten dat de contractueel aangeworven ambtenaren beschouwd moeten worden als houders van de graad die overeenstemt met het werk waarvoor zij zijn aangeworven of, als dit soort werk niet in het contract opgegeven is, van een graad die gekoppeld is aan de weddeschaal zoals bepaald in het besluit van het College van 20 oktober 1994 tot vaststelling van het financieel statuut van het personeel van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 2. De personeelsleden die vermeld staan op bijgaande lijst, worden ambtshalve overgeheveld, in hun hoedanigheid en in hun graad of gelijkwaardige graad, naar de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

Zij behouden hun administratieve en financiële anciënniteit.

Zij zijn thans onderworpen aan de bepalingen van het administratief en financieel statuut van het personeel van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 3. De statutair benoemde ambtenaren behouden de bevorderingstitels die zij hebben verkregen door te slagen in een toegangsexamen voor een hoger niveau of in een bevorderingsexamen, georganiseerd door de diensten waartoe zij behoorden vóór hun overheveling.

Om op de reservelijst te komen, moeten de laureaten deelgenomen hebben aan de wedstrijd of het examen bij de Franse Gemeenschapscommissie. Als de verslagen van deze wedstrijden of examens afgesloten werden op hetzelfde tijdstip dan deze voor de ambtenaren van de diensten van het College, worden de laureaten onderling gerangschikt alsof zij hadden deelgenomen aan dezelfde wedstrijd of hetzelfde examen.

Als de verslagen van de wedstrijden of examens op verschillende data werden afgesloten, wordt voorrang gegeven aan de laureaten van de wedstrijden of examens wier verslag het oudst is.

Art. 4. De ambtenaren die geëvalueerd worden, behouden na hun overheveling de laatste evaluatie die hen werd toegekend.

Deze evaluatie blijft geldig totdat zij een nieuwe krijgen.

Art. 5. Dit besluit wordt van kracht op de dag dat het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 juli 1996 betreffende de ontbinding van het Brussels Franstalig Fonds voor de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, in werking treedt.

Art. 6. Het Lid van het College, bevoegd met Bijstand aan Personen, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 1 oktober 1998.

Ch. PICQUE,
Lid van het College, belast met Bijstand aan Personen.
H. HASQUIN,
Voorzitter van het College.

—
Bijlage

LIJST VAN DE STATUAIRE PERSONEELSLEDEN DIE ZIJN OVERGEHEVELD NAAR DE DIENSTEN VAN DE FGC

NAAM	VOORNAAM	NIVEAU - RANG	GRAAD
DEBACKER	Philippe	Niv. 1 - R. 13	Adviseur
DESCHAMPS	Stéphane	Niv. 1 - R. 13	Adviseur
DE HARENNE	Michel	Niv. 1 - R. 11	Adjunct-adviseur
DESTERNES	Michel	Niv. 1 - R. 11	Adjunct-adviseur
DUGNOILLE	Dominique	Niv. 1 - R. 11	Adjunct-adviseur
JULIEN	Yvonne	Niv. 1 - R. 11	Adjunct-adviseur

NAAM	VOORNAAM	NIVEAU - RANG	GRAAD
LECOCQ	Christine	Niv. 1 - R. 11	Adjunct-adviseur
LERMINIAUX	Francis	Niv. 1 - R. 11	Adjunct-adviseur
LOKKER	Eve	Niv. 1 - R. 11	Adjunct-adviseur
MARTIN	Dominique	Niv. 1 - R. 11	Adjunct-adviseur
PIERRE	Alfred	Niv. 1 - R. 11	Adjunct-adviseur
ROZENTAL	Véronique	Niv. 1 - R. 11	Adjunct-adviseur
SACK	Brigitte	Niv. 1 - R. 11	Adjunct-adviseur
THIRION	Alain	Niv. 1 - R. 11	Adjunct-adviseur
CLAUDE	Béatrice	Niv. 2 - R. 24	Bestuurschef
CORNET	Fernande	Niv. 2 - R. 24	Bestuurschef
FAUVILLE	Elisabeth	Niv. 2 - R. 24	Bestuurschef
GOVAERTS	Roland	Niv. 2 - R. 24	Bestuurschef
GRENIER	Francis	Niv. 2 - R. 24	Bestuurschef
MONTAIGNE	Suzanne	Niv. 2 - R. 24	Bestuurschef
QUESTIENNE	Chantal	Niv. 2 - R. 24	Bestuurschef
LEBRUN	Michel	Niv. 2 - R. 22	Onderbureauchef
SCHOOVAERTS	Alain	Niv. 2 - R. 22	Onderbureauchef
LECLERCQ	Micheline	Niv. 2 - R. 20	Opsteller
MARLEGHEM	Jean-Bernard	Niv. 2 - R. 20	Opsteller
TRINE	Geneviève	Niv. 2 - R. 20	Opsteller
SCHOONEN	Laurent	Niv. 2 - R. 20	Opsteller
BOUCHE	Micheline	Niv. 3 - R. 34	Hoofdklerk-typist
CABEKE	Patricia	Niv. 3 - R. 34	Hoofdklerk
HANNEBAU	Micheline	Niv. 3 - R. 34	Hoofdklerk
HENNEBERT	Michèle	Niv. 3 - R. 34	Hoofdklerk-typist
HOBIN	Francine	Niv. 3 - R. 34	Hoofdklerk
LECLERCQ	Michèle	Niv. 3 - R. 34	Hoofdklerk
PERMANE	Michèle	Niv. 3 - R. 34	Hoofdklerk-typist
RAEVENS	Luc	Niv. 3 - R. 34	Hoofdklerk
SMEETS	Chantal	Niv. 3 - R. 34	Hoofdklerk
BELLENS-SAUVEUR	Marie-Louise	Niv. 3 - R. 32	Eerstaanwezend klerk
CASTIGLIONI	Marina	Niv. 3 - R. 32	Eerstaanwezend klerk
CHAPUIS	Chantal	Niv. 3 - R. 32	Eerstaanwezend klerk
DASNOIS	Philippe	Niv. 3 - R. 32	Eerstaanwezend klerk
DUFAUQUEZ	Freddy	Niv. 3 - R. 32	Eerstaanwezend klerk
HERAUX	Marie-France	Niv. 3 - R. 32	Eerstaanwezend klerk
HOFMANS	Ann	Niv. 3 - R. 32	Eerstaanwezend klerk-typist
HOYOUX	Françoise	Niv. 3 - R. 32	Eerstaanwezend klerk-stenotypist
NISOLLE	Philippe	Niv. 3 - R. 32	Eerstaanwezend klerk
DUVIVIER	Claudine	Niv. 4 - R. 44	Hoofdbeampte
CHRISTIAENS	Marc	Niv. 4 - R. 43	Eerste vakman
VLASSELAERTS	Charles	Niv. 4 - R. 43	Eerste vakman

LIJST VAN HET CONTRACTUEEL PERSONEEL
OVERGEHEVELD NAAR DE DIENSTEN VAN DE FGC

NAAM	VOORNAAM
BOULOGNE	
BUISSON	Jeanne
COLIN	William
DERMINE	Christiane
JANSSENS-BOUFFIOUX	Véronique
LAMBE	Michel
LERMINIAUX	Steve
MELARD	Daniel
ROOSEMONT	Albert
RYCKMANS	Michèle
VANARDOIS	Michaël
VANOBBERGEN	Anne
VAN UYTVANCK	Armand

Gemaakt om te worden gevoegd bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 oktober 198 houdende overheveling van de personeelsleden van het Brussels Franstalig Fonds voor sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces naar de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

Ch. PICQUE,
Lid van het College, belast met Bijstand aan Personen.

H. HASQUIN,
Voorzitter van het College.

OFFICIELE BERICHTEN — AVIS OFFICIELS

**INSTITUTIONS COMMUNAUTAIRES ET REGIONALES
PARLEMENT DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

[98/29488]

Recrutements (H/F). — Assistant (gradué en informatique)

Le Parlement de la Communauté française procédera prochainement à un examen en vue du recrutement d'un assistant (gradué en informatique) - traitement barémique annuel de départ : F 982 030 (à 100 %).

Conditions d'admission :

1. Etre de nationalité belge et être porteur d'un diplôme délivré par un établissement d'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française.
2. Jouir de ses droits civils et politiques.
3. Fournir un certificat de bonnes conduite, vie et mœurs, destiné à l'administration.
4. Etre titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur de type court : graduat en informatique, à l'exclusion de tout autre diplôme de niveau supérieur à celui précité.
5. Avoir atteint l'âge de 18 ans au moment de l'engagement à l'essai.
6. Avoir satisfait aux conditions et à l'examen d'aptitude imposés.
7. Accepter de se soumettre à l'examen médical d'aptitude organisé par le service de santé administratif et y satisfaire.

Conditions spécifiques :

L'agent à retenir devra répondre aux spécificités suivantes :

- analyste-programmeur, pouvant réaliser des programmes de gestion;
- aptitude à travailler sur des logiciels Microsoft Windows en général et connaissance d'au moins un des langages de programme proposé par Microsoft Visual Basic (C++) ainsi qu'une connaissance d'Internet;
- connaissance de base de UNIX et des bases de données.